



Appel à contributions

Politique et conflits armés en Afrique : ramener la paysannerie au centre des débats

-- Ouagadougou, 16 – 24 août 2021--

Un atelier du "Programme Point Sud", financé par le Goethe-Universität de Francfort sur le Main et la Fondation Allemande pour la Recherche (DFG)

Organisateurs

Dr. Mahamadou Bassirou Tangara, Économiste du développement, Enseignant-Chercheur, Université de Bamako, Mali

Prof. Dr. Baz Lecocq, Historien, Professeur, Humboldt Universität, Institut für Asien und Afrikawissenschaften, Allemagne

Dr. Aymar Nyenyezi Bisoka, Politiste, Enseignant-Chercheur, Université de Mons, Belgique

Dr. Zakaria Soré, Sociologue, Enseignant-Chercheur au département de sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso

Dr. Lamine Savané, Politiste, Enseignant-Chercheur, Université de Ségou, Mali

Dr. Gillian Mathys, Historienne, Enseignante-Chercheuse, Gent University, Belgique

En collaboration avec Laboratoire Genre et Développement de l'Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso.

Argumentaire

Les discours dominants sur les groupes et mobilisations armés en Afrique ont évolué au fil du temps, allant de l'accent mis sur les niveaux d'extrêmes violences, en particulier en ce qui concerne le viol comme arme de guerre (Verweijen, 2015), à la politique d'identité en tant que motif principal de la violence (Lemarchand, 2009), ou au rôle des incitations économiques en tant que facteurs de conflits et motivations des acteurs armés (Collier, 2000 ; Verweijen, 2015). De plus en plus des recherches analysent la récurrence des groupes armés dans les pays en conflits armés (Vlassenroot et al., 2018). Cependant, l'impact de la violence et des conflits sur la paysannerie, notamment les déplacements forcés et la destruction du territoire en tant que lieu de vie paysanne demande plus d'attention. Loin d'être un produit de la nature, la paysannerie s'identifie à travers une série de revendications, de mobilisations, d'innovations et un mode de vie particulier (Peemans, 2002 ; Scott 1985). Cela en fait un acteur dynamique qui (co) façonne les conflits et contribue aux différents processus qu'il engendre. La plupart des chercheur.es négligent le rôle de la paysannerie dans leurs analyses et publications sur les processus de transformation sous conflit violent, et son capital politique. Dans la littérature existante sur les groupes armés et les conflits violents, les paysan.e.s sont principalement définis dans deux rôles stéréotypés : soit comme des victimes impuissantes de conflits violents qui doivent être aidées à tout prix (Maedl & al., 2013) ; soit comme des complices opportunistes, souvent manipulés naïvement par des entrepreneurs politiques locaux ou nationaux (Conca et Wallace, 2009 ; Jourdan, 2004).

Ce workshop est consacré à la réflexion sur le rapport entre la paysannerie et les conflits armés dans le Sahel et la région des Grands Lacs. Quatre principaux objectifs sont visés dans ce workshop. D'abord, il s'agira de réunir un groupe de chercheur.e.s (junior et sénior) de diverses disciplines et de divers espaces géographiques autour de la question du rapport entre paysannerie et conflits armés, afin d'échanger sur les approches méthodologiques pour aborder d'un point de vue pluridisciplinaire ce sujet. Ceci contribuera à faire l'état des connaissances sur le sujet et de trouver les points d'achoppement épistémologique.

Ensuite, cela permettra également de déconstruire des catégories classiques des approches sur les groupes armés dans lesquels les paysan.e.s des zones touchées par des conflits sont souvent invisibles comme acteurs dans leurs propres droits. Le résultat de cette invisibilité est souvent une analyse des conflits armés qui est séparée du contexte paysan dans lequel elle se déroule, et qui ne tient pas assez compte des revendications politiques liées à ce contexte. Ces discussions sont nécessaires dans la mesure où l'impact de la violence des conflits armés sur la paysannerie et le rôle de la paysannerie dans les conflits et les processus de transformation des rapports sociaux qui en sont le résultat ; ainsi que le capital politique du paysannat sont très importants, mais souvent oubliés dans des interventions de pacification.

En troisième lieu, ce workshop vise à mettre en place un programme de recherche qui aura pour objectifs d'étudier les discours et actions des paysan.e.s et tirer des leçons devant servir la mise en place d'un catalogue du rapport *paysannerie-conflits armés* pour éclairer et guider la prévention et la gestion des conflits armés en Afrique.

En fin, le dernier point mais pas le moindre, la question centrale soulevée par cet atelier est relative au processus de « *peace building* ». A ce sujet, une *table ronde*, réunissant les différents acteurs impliqués dans la recherche de la paix, paysan.e.s, politiques, victimes (déplacés et autres), combattant.e.s, société civile... sera organisée.

Le présent appel à communications porte sur les contributions académiques théoriques ou empiriques sur le rapport entre la paysannerie et les conflits. Il invite alors à des études de cas et/ou des réflexions qui abordent des questions spécifiques relatives à l'un des axes suivants de l'atelier :

Axe 1 : Épistémologie, théorie, concepts et éthique dans les études sur la paysannerie et les groupes armés :

Ce premier axe regroupe les textes ramenant la paysannerie et le politique dans les débats sur les conflits armés en discutant le décentrement épistémologique, des choix théoriques et conceptuels et des considérations étatiques. En d'autres termes, il s'agit, des contributions scientifiques justifiant la nécessité de se concentrer sur les « marges » (paysan.e.s) pour des questions souvent étudiées à partir des élites (Bayart et al. 2008) ; cherchant à comprendre les rapports entre ces marges et les processus politiques (Scott, 1998) ; ou précisant les implications théoriques qui exigent l'évolution des concepts tel que la paysannerie, les paysan.e.s, etc. (Peemans, 2002) ; proposant un débat sur les positionnements éthiques qui influencent les choix conceptuels dans ces études (Ansoms et al., 2014).

Axe 2 : Modalités de conflictualité dans la paysannerie :

Dans ce deuxième axe, il s'agit de discuter la manière dont les rapports entre la paysannerie et le politique dans des contextes liés aux conflits armés sont façonnés par les modalités de conflictualité. Il peut dès lors s'agir du terrorisme, des guerres civiles, des conflits interétatiques (Kaldor, 2009), des groupes armés, des groupes d'auto-défense, etc. Ici, les contributions

demandées doivent se focaliser sur les différentes formes d'agencité des paysan.e.s dans ces différents contextes (assujettissement, paysan.e.s comme membre des groupes armés eux-mêmes, cohabitation, etc.).

Axe 3 : Cas d'étude spécifiques sur les rapports entre paysannerie et groupes armés :

Ce troisième axe aborde les paysanneries, les conflits armés et les modalités du politique liés aux contextes socio-historiques et politiques spécifiques. Principalement, il s'agit de discuter des limites de l'homogénéisation de ces spécificités permettant d'approfondir la compréhension des rapports entre paysannerie et conflits armés. Les travaux de cet axe doivent proposer une analyse de la complexité du rapport entre paysannerie et conflits armés capté à partir de multiples descriptions et le travail de théorisation (Macamo, 2019). De préférence, ces études de cas sont basées sur des recherches empiriques.

Axe 4 : Les interventions de pacification dans les paysanneries :

Les *peace and conflicts studies* constituent l'un des domaines de recherche les plus normatifs des sciences sociales (Curtis, 2013) où il s'agit souvent de partir du point de vue morale que la paix vaut mieux que la guerre (Boutros, Boutros, 1992). Ce positionnement est à la base des multiples interventions qui font partie de tout axe de recherche largement étudiée. Quelle est la place de la paysannerie dans ces études ? Quels sont les liens entre les modalités de prise en compte de la paysannerie dans ces interventions et leur efficacité et durabilité ? Quels sont les rapports entre le « *local turn* » (Chandler, 2015 ; UN, 2014) dans le *peace building* et la question de la paysannerie. Cet axe veut se concentrer sur ces différentes questions d'intervention en posant à la fois des questions évaluatives que programmatiques, dans un dialogue entre les praticiens et les académiques.

Aspects pratiques

Tous les frais liés au voyage et au séjour à Ouagadougou des conférenciers acceptés seront pris en charge par le Programme Point Sud. Les chercheur.es en début de carrière et les chercheur.es africains sont particulièrement encouragés à proposer une communication. L'atelier s'engage à promouvoir l'égalité des chances de participation en termes de genre, de religion et d'autres différences socioculturelles. Les propositions de communication peuvent être soumises en anglais ou en français.

Covid 19

Tous les délais et dates sont susceptibles d'être révisés en fonction de l'évolution de la situation relative au COVID-19. Notre préférence est d'organiser un événement en présence à Ouagadougou. Si le développement de la pandémie ne permet pas d'organiser un événement en face à face, nous envisagerons soit de reporter l'événement à une date ultérieure, mais peut être aussi une vidéoconférence et en discuterons avec les participants sélectionnés. A cela s'ajoute le fait que la DFG ne couvre pas les coûts des tests Covid 19, qui doivent être alors supportés par les participants. Nous espérons que vous postulerez malgré ces défis liés à la pandémie. La sécurité et la santé des participants sont notre priorité absolue.

Délais*

Soumission des propositions (500 mots maximum) et un CV (2 pages maximum) : 31 mai 2021 (par courriel à mb.t75@mesrs.ml).

Notification d'acceptation/refus : 15 juin 2021

Date limite pour les présentations/papiers complets : 26 juillet 2021